COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

FABRE, un faux départ pour mieux rester dans la course

C'est avec grand fracas que les radicaux de gauche se sont retirés mercredi dernier du sommet de la gauche, n'admettant pas, disent-ils, que le PC maintienne ses nouvelles propositions dans le débat sur l'actualisation du programme commun. Le parti de Robert Fabre entend ainsi protester contre les exigences, inadmissibles selon lui, formulées par le PCF quant aux revendications avancées par celui-ci dans la discussion, face à ses deux partenaires de la gauche. Estimant que dans ce cas, aucun accord sur un programme commun n'était possible, les radicaux de gauche ont décidé de se retirer du débat au sommet actuellement en cours.

Certains ont cru voir dans ce départ une remise en question de l'avenir de l'union de la gauche, allant même jusqu'à craindre que celle-ci ne s'écroule avant les prochaines élections, et ceci d'autant plus que depuis quelque temps une âpre polémique oppose PC et PS. Ce coup d'éclat des radicaux de gauche ajouterait donc aux menaces qui semblent passer sur l'unité de la gauche.

Mais en réalité, le départ précipité de Robert Fabre et de ses amis, pas plus d'ailleurs que les discussions PC-PS, ne remet en question cette unité. Il n'est qu'un des nombreux ingrédients de cette cuisine électorale qui se prépare dans le chaudron de l'union de la gauche et dans laquelle Mitterand, Marchais et Fabre sont passés maîtres.

Chacun des trois partenaires essaie ainsi de se placer dans la meilleure position possible par rapport à ses deux voisins, mais il n'est pour le moment profitable à aucun d'entre eux de jouer son jeu tout seul dans la perspective d'une possible venue au gouvernement. C'est ainsi que le PCF veut se montrer ferme et intransigeant et tient à faire savoir qu'il faudra tenir compte des milliers de travailleurs qui le suivent et ont confiance en lui. Le PS, quant à lui, tient à apparaître vis à vis de l'opinion modérée comme un parti responsable et opposé à tout bouleversement.

Mais dans cet affrontement verbal, PC-PS, le petit parti des radicaux de gauche semblait lui, quelque peu oublié. Qu'à cela ne tienne ! Pour rappeler son existence, il vient de taper du poing sur la table en s'affichant comme le véritable rempart contre les exigences et le "to-

Suite page 2

guadeloupe

LA GREVE DE 48 HEURES

DANS L'ENSEIGNEMENT

Répondant à l'appel de la totalité des syndicats de la Guadeloupe, les enseignants n'ont pas effectué la rentrée scolaire le jeudi 15 septembre. Et au moment où nous écrivons, la grève se poursuit. Il s'agit principalement pour les syndicats de protester contre l'arbitraire du recteur Doumenge qui, cette année, a carrément décidé de ne plus réunir le groupe de travail paritaire chargé de l'affectation des maîtres auxiliaires. Les syndicats ont simplement été invités à une réunion d'information. Cela, les organisations le considèrent comme une atteinte au droit syndical et comme une remise en question de la gestion paritaire des personnels de l'éducation. Le résultat immédiat de cette attitude du recteur, c'est que de nombreuses anomalies ont été commises dans la nomination des M.A.. Certains n'ont pas à ce jour, de postes, une quarantaine environ. D'autres se sont vus confier deux affectations, ou ont la surprise de se retrouver à plusieurs sur le même poste. Autant dire que toutes ces choses ont provoqué un très grand mécontentement chez les

enseignants qui ont donc répondu massivement aux 48 heures de grève jeudi 15 et vendredi 16 septembre. Dans le cadre de ces deux jours, une assemblée devait regrouper plusieurs centaines d'enseignants à la salle Rémy Nainsouta à l'appel du SNES et du SNI. A l'issue de ce regroupement, un défilé dans les rues de Pointe-à-Pitre était organisé. Au cours de cette manifestation, les slogans les plus repris étaient " Doumenge ça suffit", " Doumenge dehors " ou encore " Non au chômage des enseignants " " Réforme Haby, Réforme pourrie " etc... Le défilé devait prendre fin devant le vice-rectorat, où le vice-recteur accorda une audience à une délégation des deux syndicats. Mais rien, strictement rien ne sortit de cette entrevue, si ce n'est que le vice-recteur dut publiquement avouer son impuissance à régler le moindre problème. Dans l'après-midi, une réunion se tenait à la mairie de Basse-Terre, toujours à l'initiative du SNI et du SNES. L'on notait la présence de 150 parents et enseignants

Suite page 2

martinique

la grève des enseignants

La FEN et le SNETP-CGT ont appelé les enseignants martiniquais à 48 heures de grève, le 15 et le 16 septembre, pour protester contre l'arbitraire du recteur Doumenge qui avait tenu à faire effectuer par les seuls services du rectorat la nomination des maîtres auxiliaires sans y appeler les syndicats comme cela se fait normalement.

Le résultat de ce coup de force rectoral, est une pagaille effroyable : plusieurs enseignants sont nommés sur le même poste, d'autres sont trimbalés d'établissement en établissement, sans avoir trouvé le poste qu'il leur était promis. De plus, personne ne connaît les critères qui ont déterminé le choix du rectorat, puisque celui-ci s'est chargé de tout et déjà des injustices sont apparues : déplacements abusifs de maîtres auxiliaires n'enseignant pas leurs matières.

C'est pour protester contre cela que

plusieurs centaines d'enseignants se sont rassemblés à la maison des syndicats le jeudi 15 en dépit de toutes les déclarations mensongères du recteur disant que la rentrée se déroulerait normalement.

Il reste à poursuivre la lutte pour répondre aux prétentions méprisantes de ce fonctionnaire colonial et pour que tous les auxiliaires soient placés dans les postes auxquels ils ont droit.

"_"_"_"_"_"
"_"_"_"_"_"

Joëlin BIBRAC

Directeur de publication : M. L. ZOUKOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
2^{ème} supplément au mensuel N° 78

GUADELOUPE

LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE CONTRE LE LICENCIEMENT DE 9 DE LEURS CAMARADES

A l'arrêt de la récolte, la direction de l'usine Grosse-Montagne n'avait pas caché ses intentions de licencier certains travailleurs. Maintenant, au moment de l'ouverture c'est chose officielle : 9 travailleurs permanents ont reçu le préavis de licenciement qui leur donne un délai d'un mois pour trouver un nouvel emploi.

La plupart de ces travailleurs sont des chefs de famille. C'est donc des dizaines de personnes que la direction de l'usine livre à la misère, car dans un pays où le chômage s'accroît de jour en jour, il est difficile de trouver un emploi. Il leur sera d'autant plus difficile de trouver du travail qu'ils sont tous très âgés. Ces 9 travailleurs ont entre 10 et plus de 30 années de service et perdent ainsi une partie des avantages de la retraite.

Trois délégués syndicaux suppléants sont parmi ces 9 licenciés, ce qui prouve bien la volonté de la direction de briser une section syndicale qui lui tient tête depuis son existence.

Les travailleurs de Grosse-Montagne n'ont pas hésité à réagir face à ces li-

ciements abusifs et se sont mis en grève dès le mercredi 14 septembre, date de l'ouverture de l'usine. Les responsables syndicaux ont eu une entrevue le jour même avec la direction. Celle-ci, en la personne de M. Simonet a simplement rejeté la responsabilité de ces licenciements sur M. Hayot qui se trouve actuellement en France. La seule décision qu'il a prise, c'est de téléphoner à ce dernier et de donner une réponse samedi. Qui M. Simonet croit-il tromper ? En tout cas, ce ne sont pas les travailleurs de Grosse-Montagne, qui de longue date connaissent M. Simonet comme propriétaire de l'usine.

Ainsi, face à la mise au chômage de 9 travailleurs, Simonet évoque des prétextes les plus fantaisistes dans l'espoir de désamorcer le mouvement de grève. Qu'il se détrompe, car les travailleurs de Grosse-Montagne sont fermement décidés à poursuivre l'action jusqu'à ce que la direction revienne sur sa décision de licencier les neuf camarades.

o - o - o

EDITORIAL

(suite)

talitarisme communiste". En doublant ainsi le PS sur sa droite, il compte satisfaire une clientèle électorale effarouchée par le PC et glaner les quelques voix de droite qui d'ici aux prochaines élections seraient tentées de rejoindre l'union de la gauche. D'un autre côté, cette manœuvre lui permet de donner un coup de pouce au PS, dans la polémique qui l'oppose au PC, en démontrant que si le PC fait l'unanimité contre lui, c'est que ses exigences sont réellement inadmissibles. Il met ainsi le PC en mauvaise posture en le rendant responsable au cas où les négociations sur l'actualisation du programme commun n'avanceraient pas.

Comme on le voit, le départ fracassant des radicaux de gauche n'est qu'un bluff à usage électoral.

Mais dans toutes ces intrigues, manœuvres et contre-manœuvres, les véritables intérêts des travailleurs sont absents. Ce n'est pas en effet la préoccupation des dirigeants de l'union de la gauche. Plus que les conditions de vie des travailleurs, des exploités, de tous ceux qui souffrent quotidiennement de l'exploitation et des effets de la crise économique, ce qui leur importe avant tout, c'est le nombre de postes et de sièges qu'ils auront à se partager l'année prochaine, si la gauche accède au gouvernement.

o - o - o

MARTINIQUE

Deux heures sans électricité à Clarac

Lundi 12, au centre hospitalier de Fort-de-France, dans l'après-midi, l'hôpital Clarac est resté deux heures dans l'obscurité. Le groupe qui devait fonctionner à chaque coupure ou panne de réseau extérieur ne démarra pas.

Nous ne savons pas encore les conséquences d'un tel arrêt sur les malades et sur les services. Mais il est inadmissible que de telles choses se produisent dans un hôpital.

Ce qui est pire c'est que ce n'est pas la première fois que cela arrive au centre hospitalier. Pourtant la direction de l'hôpital n'a pas pris de dispositions pour que cela ne se renouvelle plus. Car cela demanderait que quotidiennement quelqu'un s'occupe de l'entretien et vérifie le fonctionnement de cet appareil. Pour la direction de l'hôpital, cela reviendrait certainement trop cher. Un tel laisser-aller est tout simplement criminel.

LE MENSUEL COMBAT OUVRIER N° 78

EST PARU

RÉCLAMEZ-LE DANS LES LIBRAIRIES !

o - o - o

MARTINIQUE

Bâtiment : la colère monte chez les ouvriers de Cassius

Les ouvriers de l'entreprise d'électricité Cassius ont en ce moment maille à partir avec ce patron rapace. Celui-ci voulait à tout prix leur imposer un horaire de travail impossible sur le chantier du lycée.

En effet, un groupe de près d'une dizaine d'ouvriers électriciens effectuent en ce moment des travaux sur le lycée. Jusque-là tout se passait bien, mais avec la rentrée scolaire, les classes furent occupées. Cassius proposait aux ouvriers

un horaire allant de 13 h à 20 h les mardis, mercredis et samedis, et de compléter les 40 h sur d'autres chantiers.

Bien entendu, lorsque les ouvriers voulurent proposer un arrangement à l'amiable, Cassius répondit : "C'est à prendre ou à laisser !" Voilà un langage qui résume fort bien l'état d'esprit d'un petit patron arrogant et qui méprise les travailleurs.

Les ouvriers ne comptent pas se laisser faire et se préparent à la riposte.

GUADELOUPE

Grève chez Facomat

A l'appel de la C.G.T.G., le personnel de la DIGEQ-FACOMAT et de la Palette s'est mis en grève ce mardi 16 septembre. Les travailleurs de ces établissements réclament des augmentations de salaires, le droit syndical et l'élection de délégués du personnel.

La grève a été très bien suivie, obligeant les entreprises concernées à fermer leurs portes.

qui écoutèrent attentivement les propos des responsables syndicaux et participèrent ensuite au débat.

De leur côté les syndicats SGEG, SIPAG, SGEN (CFDT), SNC, SNETP-CGT, le SNETAA, ont constitué une intersyndicale qui a aussi appelé à la grève de 48 h et organisé une manifestation de rue le vendredi 16, rassemblant à peu près 300 personnes.

C'est en fin de cette deuxième journée que les enseignants décideront de la poursuite ou non de la grève. Mais dès à présent une chose est sûre : les enseignants dans leur grande majorité n'accepteront pas de reprendre que s'ils ont le sentiment d'avoir fait reculer Doumenge.

GUADELOUPE

GREVE DES ENSEIGNANTS (suite)